



Titulaire d'une Maîtrise ès Sciences Economiques (Lyon II), d'un diplôme en Analyse systémique des organisations et management (CUEEP Lille) et d'un Mastère Management d'organismes à vocation sociale et culturelle au CNAM, Christiane Demoustier a été journaliste économique au journal Rhône-Alpes et au Figaro Lyon puis conseil indépendant en relations presse. Engagée dans le mouvement associatif, elle est aujourd'hui Vice-Présidente de l'association GB9 – Métropole Nord.

## Trois questions à

**Christiane Demoustier, Vice-Présidente GB9 – Métropole Nord**

**ITeM info** : Au sein de l'aire métropolitaine du Grand Lille, GB9 – Métropole Nord est une association dont l'objet est de prendre l'initiative en matière de participation des habitants aux stratégies urbaines. Une démarche qui va bien au-delà de l'esprit NIMBY que l'on rencontre parfois au sein des associations de défense des habitants. Quels étaient les objectifs des créateurs de GB9 – Métropole Nord ?

**Christiane Demoustier** : L'association est née dans la foulée des élections municipales de 2008, autour de l'idée de requalification évoquée à propos d'un territoire bien particulier : « le Grand Boulevard », autrement dit un vaste couloir de circulation inauguré en 1909 pour relier Lille, Roubaix et Tourcoing, et qui compte par endroit jusqu'à 8 voies routières parallèles, une double voie de tramway, une piste cyclable... Neuf communes sont aujourd'hui concernées, auxquelles s'ajoutent la communauté urbaine, le conseil général et le concessionnaire du tram. Un petit groupe d'habitants, issus de communes différentes, a eu envie de réfléchir à ce qui pourrait évoluer. Très rapidement est apparue la conviction que d'ici une vingtaine d'années, le Grand Boulevard se trouverait géographiquement en plein centre de l'Eurométropole voulue par les politiques. La création de l'association permettait à la fois d'aller à la rencontre d'autres habitants, de prendre contact avec les interlocuteurs publics, de partager les informations recueillies...

**ITeM info** : A votre avis, l'émergence des intercommunalités, avec des modes de décision complexes et des élus désignés au suffrage indirect, est-elle une opportunité ou au contraire un handicap pour le dialogue entre responsables urbains et associations ?

**Christane Demoustier** : Dans un premier temps, c'est évidemment l'opacité du système qui choque le citoyen. Les fondateurs de GB9 – Métropole Nord partagent la même conviction, ils se sentent déjà habitants de la métropole lilloise et ont été frustrés par la mise à l'écart de tous les sujets dépassant la stricte responsabilité communale, alors même que les élus locaux siègent aussi à l'échelon communautaire. A l'inverse, la création de l'association a été plutôt bien reçue par les différents acteurs de la Communauté urbaine. Disposer d'un statut officiel permet de participer à une multitude de rencontres... et de découvrir effectivement la complexité des sujets traités et des circuits de décision, ou d'influence. L'échelle territoriale intercommunale est trop vaste pour un seul type d'acteurs, elle nécessite de fait la participation du plus grand nombre. La question est de savoir à qui doit revenir l'initiative du dialogue, et qui en détermine les thématiques.

**ITeM info** : Au vu de votre expérience, quel message adresseriez-vous aujourd'hui aux pouvoirs publics ou à d'autres associations afin d'améliorer la participation des habitants aux stratégies urbaines et, finalement, au dynamisme de la démocratie locale ?

**Christane Demoustier** : La dynamique démocratique exige que la formation des acteurs ne soit pas prise en charge directement par le politique. Les associations doivent réfléchir à la mise en place de structures collectives permettant notamment aux habitants déjà engagés localement de comprendre et de s'approprier les enjeux de la métropole, sans pour autant les transformer en professionnels de l'action publique. Sur le plan juridique, l'obligation pour une association d'installer son siège social dans une commune donnée permet actuellement de l'évincer facilement de tout débat ou projet intercommunal. Il y a certainement aussi quelque chose à chercher de ce côté-là.

Interview recueillie le 13 janvier 2010. © IteM info, janvier 2010.